



Rapport de mission en Autriche (Vienne-Graz, 12/19 février 2000)

Xavier Bougarel

► To cite this version:

Xavier Bougarel. Rapport de mission en Autriche (Vienne-Graz, 12/19 février 2000). 2000. halshs-00254736

HAL Id: halshs-00254736

<https://shs.hal.science/halshs-00254736>

Submitted on 13 Feb 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

RAPPORT DE MISSION EN AUTRICHE (Vienne-Graz, 12 / 19 février 2000)

I- INTRODUCTION GENERALE

Je me suis rendu en Autriche du 12 au 19 février 2000, dans le cadre de la mission sur l'état des recherches balkaniques confiée à M. Rémy Leveau par le ministère de l'Education et de la Recherche ; mon objectif était de mieux connaître le fonctionnement et les activités des centres de recherche autrichiens travaillant spécifiquement sur les Balkans d'une part, de l'organisation « *Kulturkontakt* » en charge du « processus de Graz » d'autre part.

Mes visites dans trois centres de recherche à Vienne et à Graz se sont avérées fort intéressantes, dans la mesure où ces centres ont des statuts, des modes de fonctionnement et des domaines d'activité très différents. En simplifiant, il est possible de distinguer un centre de recherche très important et très institutionnalisé vivant essentiellement des financements que lui accorde le gouvernement autrichien (Institut autrichien pour l'Europe de l'est et du sud-est), un département universitaire classique dont les membres exercent une grande partie de leurs activités de recherche dans le centre précité (Institut pour la recherche sur l'Europe de l'est et du sud-est), et un petit département universitaire qui a su compenser ses faibles moyens institutionnels par un dynamisme hors du commun et un recours à de multiples financements extérieurs (Centre pour l'étude des sociétés et des cultures balkaniques).

Il faut toutefois souligner que ces trois centres sont loin de rassembler l'ensemble des universitaires et chercheurs autrichiens s'intéressant de près ou de loin aux Balkans. Ainsi, dans la seule université de Vienne, des linguistes (*Institut für Slavistik*), des ethnologues (*Institut für Völkerkunde*) et des historiens spécialistes de Byzance et de la Grèce contemporaine (*Institut für Byzantinistik und Neogräzistik*) ou de l'Empire ottoman (*Institut für Orientalistik*) travaillent sur les Balkans, cependant que certains sociologues (*Institut für Soziologie*) et politologues (*Institut für Politologie*) étudient les communautés d'origine balkanique présentes en Autriche. A Vienne encore, l'Institut d'économie internationale comparée (*Wiener Institut für Internationalen Wirtschaftsvergleich*) a mis en place avec la *London School of Economics* de Londres un Observatoire de la reconstruction dans les Balkans, et à Laxenburg, l'Institut autrichien de politique internationale (*Österreichisches Institut für internationale Politik*), lié au ministère des Affaires étrangères, a plusieurs chercheurs travaillant sur les Balkans contemporains. Et cette liste n'est pas exhaustive.

Du fait de son histoire et de sa position géographique, l'Autriche a donc une forte tradition de recherches balkaniques. L'effondrement des systèmes communistes en 1989/1990 et l'éclatement violent de la Yougoslavie à partir de 1992, l'adhésion de l'Autriche à l'Union européenne en 1995, les perspectives d'élargissement en Europe centrale et balkanique ont stimulé encore d'avantage les recherches balkaniques en Autriche, et provoqué d'importantes recompositions institutionnelles et intellectuelles, clairement perceptibles dans les trois cas étudiés. Au-delà de la diversité des travaux en cours et des préoccupations de chacun, deux thèmes dominant clairement les recherches balkaniques en Autriche aujourd'hui : la redéfinition en cours de l'Europe d'une part, les systèmes éducatifs d'autre part. Dès lors, il n'est pas étonnant que l'Autriche ait saisi l'occasion de sa première présidence européenne pour lancer le « processus de Graz », processus dont l'étude a été pour moi particulièrement motivante, malgré certains aspects passablement complexes.

Fort logiquement, c'est avec les pays d'Europe centrale et balkanique d'une part, avec l'Allemagne d'autre part que les centres de recherche et les chercheurs autrichiens travaillant sur les Balkans ont les liens les plus étroits. Toutefois, la faiblesse des liens avec les institutions universitaires et scientifiques françaises a de quoi surprendre. Interrogés à ce sujet, mes interlocuteurs ont avancé deux raisons principales : l'obstacle de la langue d'une part (peu de chercheurs travaillant sur les Balkans connaissent le français, surtout dans la jeune génération), l'absence de visibilité de la recherche française sur les Balkans d'autre part (plusieurs interlocuteurs m'ont demandé de leur fournir une liste des chercheurs français travaillant sur les Balkans). Dans ce contexte, les contacts existants restent individuels et épisodiques, la seule exception à cette règle étant le projet d'Observatoire de l'élargissement de l'Union européenne que l'Institut autrichien pour l'Europe de l'est et du sud-est et l'Institut des hautes études (*Institut für höhere Studien*) ont en commun avec le CNRS.

II- ETUDES DE CAS : CENTRES DE RECHERCHE ET « KULTURKONTAKT »

A) Institut autrichien pour l'Europe de l'est et du sud-est (*Österreichisches Ost- und Südosteuropa-Institut*)

Directrice : Dr. Waltraud HEINDL

Josefsplatz 6, A-1010 WIEN

Tel. : (43 1) 512 18 950

Fax : (43 1) 512 18 95 53

sekretariat@osi.ac.at

<http://www.osi.ac.at/>

L'Institut autrichien pour l'Europe de l'est et du sud-est a été créé en 1958 et dépend du ministère de la Science et des Transports. Il coopère aussi étroitement avec le ministère des Affaires étrangères (réalisation d'études, organisation de colloques et de séminaires). Il compte au total 38 collaborateurs scientifiques basés à Vienne, Sankt Pölten et à l'étranger.

Les activités de l'Institut se répartissent en deux domaines principaux : la coopération scientifique avec les pays d'Europe de l'est et du sud-est d'une part, la recherche sur l'Europe de l'est et du sud-est d'autre part. L'Institut assure en outre certaines activités d'enseignement et de formation (organisation de cours de langue russe à Vienne et à Eisenstadt, formation de bibliothécaires et de documentalistes originaires d'Europe de l'est, organisation en Bulgarie d'un collège d'été pour étudiants autrichiens et bulgares). Enfin, il possède un service de documentation (documents juridiques, dossiers de presse sur l'économie, etc.) et une bibliothèque riche de 40 000 volumes et 3 000 cartes.

En ce qui concerne le premier point, l'Institut est chargé par son ministère de tutelle de développer la coopération scientifique avec les anciens pays de l'est. Dans cette optique, il a ouvert depuis 1989 des bureaux de liaison scientifique en Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Sloénie, Bulgarie et Ukraine. Chacun de ces bureaux est géré par un expatrié, et hébergé par un partenaire local (université, institution scientifique) qui lui fournit les locaux et les moyens techniques nécessaires à son fonctionnement. En échange, l'Institut finance des projets bilatéraux (échanges, recherches communes, etc.). Ces bureaux de liaison scientifique ont pour activités principales l'organisation sur place d'activités scientifiques (conférences,

séminaires, publications, etc.), la présentation des institutions scientifiques autrichiennes et de leurs activités, l'organisation d'échanges scientifiques, l'information des étudiants, enseignants et chercheurs locaux sur les possibilités de séjour en Autriche.

En ce qui concerne le second point, l'activité de recherche de l'Institut est divisée en six départements : géographie, protocoles ministériels (histoire), documents de politique étrangère (histoire), sciences sociales, recherche sur le nationalisme et les minorités, politique scolaire et culturelle (basée à Sankt Pölten). L'ouverture des pays est-européens et la perspective de leur intégration à l'Union européenne d'une part, l'adhésion de l'Autriche elle-même à l'Union européenne d'autre part ont amené l'Institut à privilégier l'étude de la période contemporaine, comme l'atteste la création en 1996 du département de sciences sociales. L'Institut, qui a longtemps privilégié l'histoire et la géographie, a donc désormais une vocation contemporaine et véritablement pluridisciplinaire.

L'Institut travaille essentiellement sur l'Europe de l'est et du sud-est mais aussi, en collaboration avec la Société orientaliste (*Orientgesellschaft*), sur le Caucase et l'Asie centrale. Les sujets sur lesquels portent ses activités de recherche sont extrêmement variés, mais il reste possible de dégager quelques points forts : l'histoire de l'Empire austro-hongrois et de l'espace austro-hongrois, les questions d'identité et de minorités nationales, la transition démocratique et les réformes économiques, la redéfinition de l'espace européen (place de l'Autriche dans la nouvelle Europe, formes de coopération régionale, élargissement de l'Union européenne). La branche de l'Institut basée à Sankt Pölten travaille essentiellement sur les politiques scolaires et culturelles en Europe de l'est et du sud-est, mais ne semble pas jouer un rôle actif dans la mise en œuvre du « processus de Graz ».

L'Institut édite depuis 1959 une revue trimestrielle, les « *Cahiers autrichiens de l'est* » (« *Österreichische Osthefte* »), dont certains numéros spéciaux récents sont consacrés à un pays particulier (publiés : Croatie, Macédoine ; en préparation : Ukraine, Albanie). Il publie également trois séries d'ouvrages : la *Schriftenreihe des OSI* (24 volumes édités jusqu'en 1999), les *Wiener Osteuropa-Studien* (11 volumes) et les *Veröffentlichungen*. De plus, l'Institut mène un certain nombre de projets éditoriaux systématiques et de longue haleine, tels que la réalisation d'un atlas de l'Europe de l'est et du sud-est comprenant de nombreuses cartes thématiques (géographie physique et environnement, démographie et caractéristiques ethniques, développement régional, transports et infrastructures touristiques, etc.), ou l'édition des protocoles du conseil des ministres de l'Empire austro-hongrois (1848-1918) et des documents de politique étrangère de la Première République (1918-1938).

Par ailleurs, l'Institut a entrepris de recenser les institutions scientifiques et les chercheurs travaillant en Occident sur l'Europe de l'est et du sud-est, ainsi que les institutions scientifiques et des chercheurs est-européens travaillant dans le domaine des sciences sociales. Les résultats de ce vaste recensement devraient être prochainement disponibles sur le web (*Database on International Eastern and Southeastern European Studies*). Jusqu'à récemment, il assurait aussi l'édition d'une bibliographie annuelle sur l'Europe de l'est et du sud-est (*European Bibliography of Soviet, East-European and Slavonic Studies*), activité maintenant reprise par la Bibliothèque nationale autrichienne.

L'essentiel du financement des activités de l'Institut provient de son ministère de tutelle, du ministère des Affaires étrangères et du Fonds de soutien à la recherche scientifique (*Fonds für Förderung der wissenschaftlichen Forschung*). Certaines de ses activités sont également financées par des acteurs locaux (*Länder*, ville de Vienne), privés ou internationaux.

(UNESCO, Union européenne). L'Union européenne a ainsi financé des recherches sur le Danube comme route culturelle, la coopération interrégionale Autriche-Slovénie et Hongrie Slovaquie, la multiethnicité et le multiculturalisme en Europe de l'est et du sud-est.

De par son fonctionnement et sa mission, l'Institut est conduit à avoir des coopérations nombreuses et durables à l'étranger, et en Europe de l'est et du sud-est en particulier. Il a également collaboré à plusieurs reprises avec des universitaires et des chercheurs français :

- Violette Rey, géographe de l'équipe P.A.R.I.S. et de l'ENS, spécialiste de la Roumanie, a collaboré en 1996 à l'ouvrage « *Central Europe after the Fall of the Wall. Geopolitical Perspectives, Spatial Patterns and Trends* » ;

- l'Institut Pierre Renouvin de l'université Marc Bloch de Strasbourg et l'Institut français d'études arabes de Damas ont participé en décembre 1999 à l'organisation, à Damas, d'un colloque intitulé « *Culture et pluralisme en Orient et en Occident. Modèles du XIXe siècle jusqu'à aujourd'hui* » ;

- plusieurs anthropologues et historiens français (Marc Abelès, Maurice Agulhon, Josette Bouvard, Claude Rivière) ont participé en 1999 à l'ouvrage dirigé par Andreas Pribersky et Berthold Unfried « *Symboles et rituels du politique. L'Europe de l'ouest et de l'est comparées* » (en allemand). En outre, Marc Abelès a animé en 1998 un atelier consacré à la recherche sur le parlementarisme et le comparatisme, et participé à un projet de recherche de l'Institut intitulé « *La frontière autrichienne Est-Ouest : reconstruction des frontières mentales après 1989* ».

Enfin, il faut signaler que l'Institut autrichien pour l'Europe de l'est et du sud-est et l'Institut des hautes études (*Institut für höhere Studien*, basé à Vienne) sont associés au CNRS dans un projet de création d'un Observatoire de l'élargissement de l'Union européenne.

B) Institut pour la recherche sur l'Europe de l'est et du sud-est (*Institut für Ost- und Südosteuropaforschung*)

Directrice : Prof. Dr. Marija WAKOUNIG

Universitätscampus, Spittelgasse 2-4, Hof 3, A-1090 WIEN

Tel. : (43 1) 42 77 41 101

Fax : (43 1) 42 77 94 11

suedosteuropaforschung@univie.ac.at

L'Institut pour la recherche sur l'Europe de l'est et du sud-est fait partie de la Faculté des sciences humaines (*Geisteswissenschaftliche Fakultät*) de l'Université de Vienne. Les origines de l'Institut remontent au « Séminaire pour l'histoire de l'Europe de l'est » créé en 1907, et alors consacré à l'Empire tsariste. Ce séminaire a absorbé l'Institut de balkanologie (*Institut für Balkankunde*) en 1948, et a été transformé en institut en 1956. L'Institut possède une bibliothèque riche de 120 000 volumes environ, accumulés depuis 1907.

L'Institut rassemble six professeurs d'université, trois assistants et trois lecteurs, dont beaucoup travaillent aussi pour l'Institut autrichien pour l'Europe de l'est et du sud-est. Ses activités d'enseignement et de recherche sont centrées sur l'histoire de la Russie, de l'Europe centrale et balkanique. Celles concernant spécifiquement les Balkans portent sur l'histoire

économique et sociale des Balkans (Arnold Suppan, Marija Wakounig), les minorités ethniques et les relations culturelles intra-balkaniques (Max Peyfuss), la question nationale dans les Balkans aux XIXe et XXe siècles (Alojz Ivanisevic, Walter Lukan, Arnold Suppan), l'histoire diplomatique des Balkans (Marija Wakounig), la présence austro-hongroise dans les Balkans (Horst Haselsteiner), les relations ottomano-russes (Iskra Schwarz), l'histoire bulgare médiévale et moderne (Iskra Schwarz), l'islam balkanique (Valeria Heuberger).

Les recherches menées par l'Institut sont essentiellement financées par le Fonds de soutien à la recherche scientifique (*Fonds für Förderung der wissenschaftlichen Forschung*) ; en outre, un projet russo-autrichien a obtenu un financement de l'Union européenne. L'Institut a deux projets de recherche communs avec des institutions scientifiques polonaises (la crise du parlementarisme au XIXe siècle) et russes (la vie à la cour de l'Empire tsariste et du Royaume de Suède), et édite avec l'Université de Cracovie une série commune « *Studia Austro-Polonica* ». Il n'a pas, à l'heure actuelle, de projet de recherche commun avec des institutions scientifiques ou des chercheurs balkaniques, mais certains membres de l'Institut ont participé à la « *Revue des études sud-est européennes* » éditée à Bucarest.

L'Institut est associé à la Société sur l'Europe du sud-est (*Südosteuropa-Gesellschaft*) basée à Munich, et à l'Association internationale d'études du sud-est européen (AIESEE), mais n'a pas de contact suivi avec des institutions scientifiques ou des chercheurs français. Seul le professeur Andreas Kappeler, parlant le français, semble avoir ses propres contacts en France. La directrice de l'Institut, professeur Marija Wakounig, a exprimé le souhait d'être mise en contact avec les spécialistes français d'histoire diplomatique, vue l'importance de la France dans les jeux diplomatiques balkaniques aux XIXe et XXe siècles.

C) Centre pour l'étude des sociétés et des cultures balkaniques (*Center for the Study of Balkan Societies and Cultures*)

Directeur : Prof. Dr. Karl Kaser

Mozartgasse 3, A- 8010 GRAZ

Tel. : (43 316) 380 23 77

Fax : (43 316) 380 97 35

csbsc@gewi.kfunigraz.ac.at

<http://www-gewi.kfunigraz.ac.at/csbsc/index.html>

Le Centre pour l'étude des sociétés et des cultures balkaniques a été créé en 1992, et est lié au Département pour l'histoire de l'Europe du sud-est de l'Université de Graz (Faculté d'histoire). Constitué sous forme d'association à but non-lucratif et tirant ses revenus de la réalisation de recherches financées par des institutions publiques ou privées, il permet au Département pour l'histoire de l'Europe du sud-est, qui compte quatre enseignants-chercheurs permanents (un directeur -Karl Kaser, deux professeurs à plein temps -Harald Heppner, Rüdiger Malli- et un professeur à mi-temps -Christian Promitzer), de faire vivre cinq autres collaborateurs sans statut fixe. Selon le directeur du Département, la nécessité dans laquelle se trouve le Centre de trouver sans cesse de nouveaux contrats le place sous une pression dommageable aux projets à long terme, mais l'oblige aussi à fournir un travail de qualité.

Le Département est spécialisé en anthropologie historique, et plus particulièrement dans l'étude des structures familiales et claniques dans les Balkans ; sa renommée sur ce point

dépasse largement les frontières de l'Autriche, comme l'atteste en particulier la réputation internationale dont jouissent les travaux de son directeur. Dans ce cadre, le Département gère aussi un fonds documentaire très important et unique en Europe (« *Fonds Joel Halpern* » : recensements, registres d'état civil et registres fiscaux, monographies familiales et de villages, etc.). Plus largement, l'accent est mis sur l'histoire sociale et culturelle des sociétés balkaniques (activités économiques et modes de vie, représentations et systèmes de valeurs, images et perceptions de l'Autre). Le Département possède une bibliothèque riche de 40 000 volumes environ, et édite sa propre série d'ouvrages intitulée « *Etude de l'Europe du sud-est* » (« *Zur Kunde Südosteuropas* », 27 volumes édités à ce jour).

Sur le plan géographique, l'activité du Centre pour l'étude des sociétés et des cultures balkaniques se concentre sur la partie occidentale des Balkans (ex-Yougoslavie, Albanie, Grèce continentale), même si la répartition du suivi des différents pays balkaniques entre enseignants-chercheurs lui permet de couvrir l'essentiel de la péninsule (Christian Promitzer : Slovénie, Bosnie-Herzégovine ; Hannes Grandits : Croatie ; Siegfried Gruber : Serbie ; Robert Pichler : Albanie, Kosovo ; Ulf Brumbauer : Bulgarie, Macédoine). Le Centre a réalisé plusieurs recherches de terrain sur la question des structures familiales et claniques, et en poursuit actuellement deux sur « *Ecologie, organisation du travail et structures familiales dans les Balkans* » (Epire albanaise, Pinde grec, Rhodope bulgare) et sur « *Principe de séniorité et clientélisme* » (Herzégovine occidentale). D'autres projets ont porté ou portent sur les « sociétés de marche » (« *border societies* ») les migrations ou l'histoire orale dans les Balkans, ou encore les réfugiés kosovars en Autriche.

La plupart de ces projets ont été financés par le Fonds de soutien à la recherche scientifique (*Fonds für Förderung der wissenschaftlichen Forschung*), mais certaines ont aussi reçu un soutien du Centre de recherche international sur les sciences de la culture (*Internationales Forschungszentrum Kulturwissenschaften*, basé à Vienne), du Bureau international de recherche et d'échanges (*International Research and Exchange Board* -IREX, Etats-Unis), de la *Central European University* (Budapest) ou de l'*Open Society Fund*. En outre, le Centre utilise les bourses du *Central European Exchange Programm for University Studies* (CEEPUS) financé par les autorités autrichiennes pour associer des étudiants originaires des pays balkaniques à ses activités: classement et valorisation du « *Fonds Joel Halpern* », recueil de témoignages dans le cadre de la recherche sur l'histoire orale dans les Balkans, etc.

Le Centre a également joué un rôle actif dans le « processus de Graz », et ce dès l'origine. En septembre 1998, le ministère de la Science et des Transports a commandé au Centre, à l'Institut pour l'histoire économique et sociale (*Institut für Wirtschafts- und Sozialgeschichte*) de l'université de Vienne et à l'organisation « *Kulturkontakt* » une étude sur le rôle des o.n.g. dans la construction des sociétés civiles en Europe du sud-est, à travers le cas de l'éducation et des médias. Deux mois plus tard, un premier rapport intermédiaire (« *Southeast European Initiatives and Cooperations for Peace, Mutual Understanding, Tolerance and Democracy* ») a servi de support à la conférence organisée par la présidence autrichienne de l'Union européenne, et qui marque le début du « processus de Graz ». Le rapport final a été rendu en octobre 1999 (« *How to Construct Civil Societies ? Education, Human Rights and Media in Southeast Europe : a Critical Guide* »). Depuis, le Centre reste très impliqué dans le « processus de Graz » : il a co-organisé en octobre 1999 à Graz une conférence du « processus de Graz élargi » intitulée « *New Approaches to History and History Teaching* », et participe à deux projets financés par celui-ci : le « *Joint History Project* » (voir plus loin) et le projet « *Childhood in the Balkans* », organisé en collaboration avec la Faculté des sciences sociales de l'université de Belgrade et le Séminaire balkanique de l'Université de Blagoëvgrad.

Le Centre n'a jusqu'à présent réalisé que peu d'études pour d'autres acteurs institutionnels (ceci pouvant s'expliquer par sa localisation hors de la capitale et/ou sa coloration politique assez prononcée), et aucune activité de formation, bien qu'il mentionne ces activités dans ses statuts. Par contre, il publie en association avec le Comité alternatif-socialiste pour l'Europe de l'est (*Alternativ-sozialistisches Osteuropakomitee*) le trimestriel « *Contre-informations Est-Ouest* » (« *Ost-West Gegen-Informationen* »).

Sur le plan international, le Département et le Centre prennent une part active à deux projets scientifiques régionaux balkaniques. Le premier est le Projet historique commun (*Joint History Project*) qui a été lancé en 1997 par le Centre pour la démocratie en Europe du sud-est (*Center for Democracy in South-Eastern Europe*) de Thessalonique, et qui a été intégré en 1999 au « processus de Graz » (l'historien Bernard Lory a participé aux premières rencontres du *Joint History Project*, organisées en juin 1999 sur l'île grecque de Halki). Le second est l'atelier de Bansko (*Bansko Workshop*) qui, depuis 1993, rassemble chaque année en Bulgarie des étudiants et des chercheurs balkaniques et occidentaux autour d'un thème commun (des Français auraient participé à l'atelier de 1998 intitulé « *Les Balkans et l'Europe* »).

Plus largement, le Département et le Centre entretiennent des relations suivies avec plusieurs institutions scientifiques dans les Balkans, telles que la Société pour l'histoire sociale (*Udruženje za društvenu historiju*) de Belgrade, avec laquelle a été publié récemment sur le web un ouvrage intitulé « *Between the Archives and the Field: A Dialogue on Historical Anthropology of the Balkans* ». Ils participent aussi à l'Association pour l'anthropologie de l'Europe du sud-est (*Association for Southeast European Anthropology*) qui édite la revue annuelle « *Ethnologia Balkanica* » (créée en 1997, cette revue publie des textes en anglais, en allemand et en français ; elle a comme collaborateurs français l'anthropologue Jean Cusenier et l'historien Bernard Lory).

En Europe occidentale, les enseignants-chercheurs du Département et du Centre collaborent surtout avec l'Institut sur l'Europe du sud-est (*Südosteuropa-Institut*) de Munich, le Centre des études de l'Europe du sud-est (*Center for South-East European Studies*) de Londres et le Département d'études ethnologiques allemandes et comparatives (*Deutsche und vergleichende Volkstudie*) de l'université de Munich. En ce qui concerne la France, ils ne semblent avoir de contacts réguliers qu'avec l'anthropologue Jean Cusenier. Toutefois, l'anthropologue Gilles de Rapper, spécialiste de l'émigration albanaise en Grèce, a contribué galement à un ouvrage sur les migrations balkaniques, à paraître prochainement. Enfin, à l'été 2000, le Département pour l'histoire de l'Europe du sud-est organise un colloque sur l'avenir des recherches sur l'Europe du sud-est, rassemblant des chercheurs autrichiens et allemands.

D) Kulturkontakt, le « processus de Graz » et le Pacte de stabilité

Directeur : Gottfried WAGNER

Spittelberggasse 3, A-1070 VIENNA

Tel. : (43 1) 523 87 65 60

Fax : (43 1) 523 87 65 20

Gottfried.wagner@kulturkontakt.or.at

<http://www.kulturkontakt.or.at/kk>
<http://www.see-educoop.net>

L'organisation « *Kulturkontakt* » a été créée en 1989 par la Chancellerie fédérale (*Bundeskanzleramt*) et le ministère de l'Education et de la Culture ; elle entretient également des rapports étroits avec le ministère de la Science et des Transports et le ministère des Affaires étrangères. Comptant une vingtaine de collaborateurs à Vienne et dix coordinateurs à l'étranger (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Hongrie, Kosovo-Macédoine, Roumanie, Russie, République tchèque, Slovaquie), elle est en charge de la coopération éducative et culturelle autrichienne avec l'Europe centrale et orientale.

Les activités de « *Kulturkontakt* » sont multiples, tant dans le domaine de la culture que de l'éducation (enseignement de l'allemand langue étrangère, formation continue des experts pédagogiques, des administrateurs d'établissements scolaires ou universitaires et du personnel enseignant, fourniture de moyens matériels et d'outils pédagogiques, aide à la réforme des institutions et des programmes scolaires, mise en place de « projets pilotes » bilatéraux). « *Kulturkontakt* » participe à la gestion du Centre international pour l'innovation pédagogique créé à Saint-Petersbourg par la Russie, les Pays-bas et l'Autriche, collabore étroitement avec le Centre européen pour les langues étrangères (Graz, financé par le Conseil de l'Europe) et la Fondation européenne pour la formation professionnelle (Turin, financée par l'Union européenne), et s'appuie sur divers programmes européens (PHARE/Tacis, Tempus, Socrate, Leonardo, etc.). « *Kulturkontakt* » a également un certain nombre de projets propres dans les Balkans (aide matériel à certains établissements scolaires albanais, bosniaques et kosovars, programmes de formation professionnelle consacrés aux métiers du tourisme en Albanie, Bulgarie et Roumanie, réforme de cinq écoles secondaires de commerce en Bulgarie, etc.)

A partir de la fin de l'année 1998, « *Kulturkontakt* » a joué un rôle central dans la mise en place et l'élargissement progressif du « processus de Graz ». Celui-ci, destiné à renforcer les réformes des systèmes d'enseignement et la coopération scolaire et universitaire en Europe du sud-est, et à encourager ainsi l'émergence de sociétés civiles dans cette partie de l'Europe, a été lancé lors de la conférence « *Education Cooperation for Peace, Stability and Democracy in Southeastern Europe* » organisée du 14 au 16 novembre 1998 à Graz par la présidence autrichienne de l'Union européenne, avec le soutien de la Commission européenne (DG 1A, DG 22), du Conseil de l'Europe, de la Fondation européenne pour la formation professionnelle, de la Banque mondiale, de l'UNESCO, du « processus de Royaumont »¹ et de plusieurs pays européens (Allemagne, Autriche, Bulgarie, Finlande, France, Portugal). La direction de ce « processus » a été confiée au ministère autrichien de l'Education et de la Culture, et sa coordination pratique à « *Kulturkontakt* ».

Suite au lancement du Pacte de stabilité pour l'Europe du sud-est en juillet 1999, le « processus de Graz » a été intégré à l'architecture générale du Pacte en octobre, sous le nom de « Processus de Graz élargi » (« *Enhanced Graz Process* »). Celui-ci concerne les questions d'éducation et de jeunesse, et constitue désormais une des sept *Task Force* de la table de travail « Démocratisation et les droits de l'homme »². Il se divise à son tour en six groupes de

¹ Le « processus de Royaumont » a été lancé dans le cadre de la signature des accords de Dayton en décembre 1995 ; il s'agit d'une initiative régionale supervisée par l'OSCE et visant à favoriser la sécurité régionale, les relations de bon voisinage et la démocratie en Europe du sud-est (voir <http://royaumont.lrf.gr>).

² La Table régionale sur l'Europe du sud-est qui, sous la direction d'un Coordinateur spécial (Bodo Hombach), constitue le cadre institutionnel du Pacte de stabilité, se divise en trois tables de travail : « Démocratisation et droits de l'homme », « Reconstruction, développement et coopération économiques », « Questions de sécurité ». Chacune de ces tables de travail s'appuie à son tour sur différentes *Task Force* spécialisées ; ainsi la table de

travail : éducation supérieure (Commission européenne), éducation générale (en suspens), éducation professionnelle (Fondation européenne pour la formation professionnelle), jeunesse (Conseil de l'Europe), éducation civique et gestion de la diversité culturelle (Conseil de l'Europe), histoire et enseignement de l'histoire (Conseil de l'Europe).

La *Task Force*, à laquelle participent les représentants d'une trentaine de pays et d'institutions diverses³, est l'instance de décision responsable de la stratégie générale du « processus de Graz », des plans d'action et des procédures de sélection des projets, du *lobbying* et de la collecte des fonds. Elle est assistée par un Comité technique et un Bureau consultatif comprenant cinq spécialistes des questions éducatives (dont trois originaires de l'Europe du sud-est). Les groupes de travail ont un rôle de préparation et de mise en œuvre des plans d'action adoptés par la *Task Force* (Annexe I).

La *Task Force* estime que le budget global du « processus de Graz » et des plans d'action lui étant liés devrait s'élever à 25 millions d'Euros sur deux ans (2000/2001), sans compter les financements déjà existants (programmes Tempus, Socrate et Leonardo de la DG 22, programme Obnova de la DG 12). Elle entend privilégier les projets multilatéraux, associant les différents pays balkaniques, et à fort potentiel démultiplicateur. Elle distingue des projets à court terme (« *quick short package* »), qu'il s'agit de lancer rapidement en s'appuyant sur des financements privés, et des projets à moyen terme plus lourds, financés par les institutions européennes et internationales. A long terme, le « processus de Graz » devrait aboutir à la création d'un centre régional de coopération dans le domaine de l'éducation (*South East European Education Cooperation Center*).

Le « processus de Graz » est centré sur les questions d'enseignement et d'activités extra-scolaires à destination de la jeunesse, et ne s'intéresse donc guère à la recherche proprement dite. Toutefois, il a certaines implications indirectes pour l'évolution de la recherche sur et dans l'Europe du sud-est. Certains groupes de travail entendent en effet appuyer leur activité sur des recherches préalables : ainsi, la Banque mondiale et l'OSCE préparent une importante étude sur l'état des systèmes scolaires balkaniques pour le groupe de travail sur l'enseignement général, et la représentante de la Croatie au groupe de travail sur l'éducation civique (Dr. Vedrana Spajić-Vrbaš, Département des sciences de l'éducation de l'Université de Zagreb) a proposé le lancement d'une recherche sur l'enseignement des droits de l'homme en Europe du sud-est. Ce type de recherches ne concerne toutefois que les spécialistes des sciences de l'éducation. Plus largement, par contre, deux groupes de travail soutiennent des projets liés de près ou de loin à des activités de recherche, à savoir celui sur l'histoire et l'enseignement de l'histoire d'une part, celui sur l'enseignement supérieur d'autre part :

-le groupe de travail sur l'histoire et l'enseignement de l'histoire s'appuie sur un Comité de coordination pour l'histoire et l'enseignement de l'histoire rassemblant différents experts et représentants des différents ministères concernés ; il entend aussi constituer un Bureau

travail « Démocratisation et droits de l'homme », placée sous la responsabilité de l'OSCE, compte sept *Task Force* : questions humanitaires (HCR), droits de l'homme et minorités ethniques (Slovénie), *good governance* (Conseil de l'Europe), médias (Grande-Bretagne), éducation et jeunesse / « processus de Graz élargi » (Autriche), rapports hommes/femmes (OSCE), coopération interparlementaire (« processus de Royaumont »).

³ Membre de la *Task Force* à la fin de l'année 1999 : Albanie, Allemagne, Autriche (ministère de l'Éducation et de la Culture, ministère de la Science et des Transports), Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Italie, Macédoine, Pays-bas, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Turquie, USA, Commission européenne (Direction générale Éducation et culture -DG 22, Direction générale Relations extérieures -DG 1A), Fondation européenne pour la formation professionnelle, Conseil de l'Europe, OSCE, Banque mondiale, CEPES (UNESCO), UNESCO, UNICEF, Processus de Royaumont, *Open Society Institute*.

d'historiens éminents qui jouerait un rôle consultatif et de *lobbying* extérieur, et dont le noyau de départ serait le Bureau académique du *Joint History Project* (voir plus haut). Le groupe de travail se fixe comme objectif la promotion des perspectives historiques croisées (vs. historiographies nationales), de l'histoire économique et sociale (vs. grands récits historiques) et des méthodes pédagogiques modernes (vs. enseignement directif). Prévoyant un budget global d'un million d'Euros pour l'année 2000, il entend financer des projets relatifs à l'innovation et la formation pédagogiques d'une part, à la révision et la production de matériel pédagogique d'autre part. Dans ce cadre, il soutient certains projets préexistants tels que l'atelier de Bansko (*Bansko Workshop*, voir plus haut) ou le Projet historique commun (*Joint History Project*, voir plus haut), et en particulier sa Commission sur les manuels scolaires. D'autres projets du même type ont été proposés par l'Institut Georg-Eckert de recherche sur les manuels scolaires à Braunschweig, ou l'université de Sabanci à Istanbul (entre autres : *Shared History Project* avec les universités de Panteion et de Columbia sur l'incendie de la ville de Smyrne/Izmir). La Conférence européenne des associations d'enseignants d'histoire « *Euroclio* » est quant à elle impliquée dans plusieurs projets de mise en réseau et de formation continue. Enfin, il existe divers projets éditoriaux, dont un vaste projet de traduction en langues locales d'ouvrages de référence et de manuels sur l'histoire des Balkans, présenté par l'*Open Society Institute*, la *Central European University* de Budapest et une maison d'édition albanaise ;

-le groupe de travail sur l'enseignement supérieur entend encourager l'amélioration des cursus universitaires et leur mise en conformité avec les critères européens, un meilleur accès à l'enseignement supérieur des minorités (en particulier tsiganes), une plus forte implication des établissements universitaires dans la promotion des valeurs démocratiques et multiculturelles, le développement de la coopération inter-universitaire régionale et des études sud-est européennes (« *Southeast European Studies* »). Lors de sa réunion du 3 juillet 1999 à Sinaia (Roumanie), ce groupe de travail a aussi évoqué la possibilité de financer « les projets de recherche individuels de certains scientifiques doués, dans toutes les disciplines, comme moyen de freiner la fuite des cerveaux et d'attirer de nouveaux jeunes scientifiques »⁴. A court terme, il soutient divers projets concernant la réorganisation des administrations et des cursus universitaires, la formation continue des enseignants et des personnels administratifs, le développement de certains enseignements (études balkaniques et européennes, questions ethniques et interculturelles, *gender studies*, etc.), l'organisation d'échanges inter-universitaires et la reconnaissance des diplômes, la mise en réseaux d'universités et d'organisations étudiantes. En ce qui concerne le développement des études sud-est européennes, il existe plusieurs projets situés en Hongrie (création d'une *Stability Pact Academy* à Budapest, élargissement des activités de la *Central European University*), en Slovénie (création d'une Université internationale pour l'Europe centrale et du sud-est) et en Macédoine (création d'une Ecole supérieure régionale en sciences humaines et sociales). A moyen terme, et sur la base d'un budget prévisionnel de 22 millions d'Euros environ, il se fixe six programmes prioritaires, dont le plus important (15 millions d'Euros) concerne la création d'un réseau d'études post-doctorales en Europe du sud-est⁵, qui ne saurait rester sans implications pour la recherche sur et dans cette région (Annexe II).

⁴ « Higher Education and Its Role in the Development of Civil Society. Proposals for an Action Framework » (Sinaia, 3 juillet 1999).

⁵ Les cinq autres programmes prioritaires concernent le développement de l'enseignement des sciences humaines et sociales (3 000 000 Euros), le renforcement du programme Tempus en Europe du sud-est (1 800 000 Euros), le développement de l'éducation civique (1 600 000 Euros), l'administration et la gestion des établissements universitaires (600 000 Euros), la participation de l'Europe du sud-est au processus de Bologne (100 000 Euros). Enfin, signalons dans ce cadre que la Commission européenne étudie la possibilité d'étendre à l'Europe du sud-est le programme Jean Monnet d'études européennes.

Enfin, il est à noter que, parmi les multiples projets parvenus à ce jour à « *Kulturkontakt* », pas un seul n'implique un acteur français. Cela est d'autant plus regrettable que l'idée du « processus de Graz » a été lancée par un Français (Michel Lefranc, alors fonctionnaire à la DG 22 de la Commission européenne, et aujourd'hui directeur du Centre européen pour les langues étrangères à Graz), et que la France a participé aux réunions du « processus de Graz » dès son lancement en novembre 1998.

Xavier Bougarel, C.N.R.S. (mars 2000)